



ValueLinks Module 10

INSTRUMENTS POLITIQUES DE PROMOTION DES CDV



VALUELINKS 2.0

Définir les limites du système

1 Champ d'application

Analyse et développement de stratégie

2 Analyse de CdV

3 Stratégie de développement

4 Programmes et projets

Solutions de développement

5 Modèles d'affaires

6 Relations d'affaires

7 Services

8 Services financiers

9 Qualité et standards

10 Instruments politiques

Suivi

11 Gestion de données & suivi

Selon les priorités retenues

2





MODULE 10

01

INSTRUMENTS POLITIQUES DANS LE
CONTEXTE DE PROMOTION DE CDV

02

SUPPORT D'INITIATIVES POLITIQUES



3

L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Eléments de l'environnement d'affaires

Economie nationale Inflation/ taux d'intérêt / taux de change / intégrité, accessibilité et performance du système juridique / coûts d'établissement d'une entreprise et de sécurisation de droits de propriété / taxes

Sous-secteur Aspects foncier et hydrauliques / accès aux biens public (infrastructure, technologies ...) / dégradation environnementale et des ressources

Chaîne de valeur

4

EXEMPLES D'INFLUENCE DE L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES

Régulation des marchés

- La loi alimentaire européenne régule la traçabilité, l'hygiène et les résidus tolérables, mise en application par les lois nationales. Entre 0,5 and 2,0 % (en cas de poisson et fruits et légumes frais) des importations sont rejetées dues à la non-conformité.

Droits de propriété

- Incertitude des droits d'usage de terre en Afrique de l'Ouest et processus non adaptés (chers!) d'enregistrement de titres fonciers

Les affaires souffrent de la lourdeur administrative

Frais administratifs à l'exportation d'un container 40 pieds

- Cambodge 1126 US\$
- Hong Kong 255 US\$

Exemples des politiques		économiques	sociales	environnementaux
Niveau international	Obligatoire Convention internationale	Agréments de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC)	Convention du BIT sur les normes sociales	Objectifs internationaux de limitation de l'émission du CO2
	Volontaire Directives facultatives	Principe des Nations Unies pour l'investissement responsable	Normes de travail BIT, label Commerce Equitable	Table ronde sur l'huile de palme durable
Niveau régional	Basé sur le marché Taxes de motivation régionale	Subventions de l'agriculture de l'Union Européenne		Système de commerce de carbone de l'UE
	Régulation Conventions régionales	Marché commun de l'EU, Unions monétaires (EURO/UEMOA),	Règles de l'UE sur la la sécurité sociale	Standards environnementaux de l'UE
Niveau national	Basé sur le marché Utilisation / création de marché	Subvention des engrais pour les petits producteurs	Politiques des réglementations du marché de travail	Subventions d'énergies renouvelables
	Régulation Lois, restrictions, standards	Lois de compétition, taxes d'importation.	Lois du travail	Parcs nationaux
	Volontaires Utilisation de labels /certificats	Initiatives d'entreprises de responsabilité sociétale	Subventions des firmes, améliorer la santé d'enfant	Règlements de l'efficacité énergétique (D)
Niveau local	Basé sur le marché Subventions locales	Taxes communales	Subvention d'hôpitaux privés	Paiement de services, p.e. collecte d'ordures.
	Régulation Conventions locales	Registre de commerce et immatriculation	Contrôle des prix de location d'appartements	Restriction de l'accès aux parcs naturels

POLITIQUES PORTANT SUR LES INFRASTRUCTURES

Infrastructure et facilités spécifiques

- Abattoirs
- Infrastructures de marché
- Amélioration du réseau routier / facilités portuaires
- Registre de variétés / de semences
- Registre de races animales

Renforcement de services publics

- Instituts de recherche et de technologies
- Promotion d'exportation
- Education professionnelle, développement des capacités techniques et managériales
- Programmes de développement de sous-secteur

EU SUPPLY CHAIN LAW 2025

- Le *draft European supply chain law (Corporate Sustainability Due Diligence Directive)* oblige les entreprises de l'UE à contrôler leurs fournisseurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement mondiale, y compris tous les fournisseurs.
- Les entreprises doivent respecter les normes en matière de droits de l'homme et de protection du climat : les entreprises doivent concilier leurs politiques internes avec l'objectif de 1,5 degré de l'Accord de Paris qui comprend un engagement de décarbonisation.
- Tous les fournisseurs (directs et indirects) doivent identifier les impacts et les risques climatiques réels ou potentiels, afin de prendre les mesures appropriées.
- Les exigences de diligence raisonnable des fournisseurs doivent être intégrées dans les systèmes de gestion des entreprises.
- Pour les entreprises de plus de 500 employés et de plus de 150 millions d'euros de chiffre d'affaires à partir de 2025, pour les entreprises de plus de 250 employés et de plus de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires à partir de 2027. La loi allemande sur la chaîne d'approvisionnement est entrée en vigueur le 1.1.2023.

NATIONALLY DETERMINED CONTRIBUTIONS (NDC)

- Nationally Determined Contributions (NDC) sont les plans d'action climatiques prévus pour chaque pays, conformément à l'accord de Paris de 2015, et stipulent les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Les NDC comprennent le terme antérieur de plans nationaux d'adaptation (PNA).
- Tous les pays doivent présenter un rapport annuel sur leurs NDC.
- Les stratégies pour les CdV d'importance nationale doivent être liées aux objectifs des PNA et des NDC.

Exemple du Rwanda : La NDC du Rwanda est construite sur la stratégie de croissance verte et de résilience climatique et se concentre sur l'adaptation et l'atténuation et comprend des actions spécifiques de CdV.

With Domestic finance	Description	
 Crops and managed soils	Soil and water conservation (crop rotation).	Continuous crop rotation of up to 600,000 Ha, leading. (Reduction of CO ₂ and N ₂ O + increase carbon sequestration in soils).
	Improved fertilizers	Increased use of organic waste in soil fertilizers, apply composting, and more judicious fertilizer use.
	Soil and water conservation (terracing).	165,000 Ha land protection terracing structures. Improve and stimulate irrigation practices.
	Soil and water conservation	Mixed cropping of coffee and bananas of up to 40,000 Ha.
	Promote use of climate resilient crops.	Introduction of climate resilient crop varieties.



ECOSYSTEM-BASED ADAPTATION (EBA)

Ecosystème	Activités
Améliorer les moyens de subsistance et l'agroforesterie au Népal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La foresterie communautaire pour donner aux populations locales les moyens de gérer, de protéger et de tirer profit des forêts et de s'adapter au changement climatique. ▪ Protection des terres agricoles contre les inondations par la plantation d'arbres et la stabilisation des berges par des murs de pierre/bambous. ▪ Génération de revenus par la production de mangues, litchis et miel.
Construire des communautés résilientes dans les zones arides de l'Éthiopie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire le surpâturage, protéger les actifs naturels, recueillir l'eau, ▪ Mobiliser les groupes communautaires, renforcer les compétences en matière de gouvernance et de résolution de problèmes. ▪ Relier les petits exploitants à des chaînes de valeur rentables
Gestion durable du bois-énergie au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Reboisement basé sur l'éco-système par des agriculteurs individuels ▪ Production de charbon de bois à partir de déchets de scierie ▪ Introduction de fours de cuisson améliorés



POLITIQUES POUR „ECOSYSTEM-BASED DISASTER RISK REDUCTION“

Ecosystème	Possibilités d'atténuation des risques
Forêts de montagne, végétation sur les flancs des collines	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La couverture végétale et les structures racinaires protègent de l'érosion. ▪ Les forêts protègent contre les chutes de pierres et stabilisent la neige, réduisant ainsi le risque d'avalanches.
Zones humides, plaines d'inondation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les zones humides et les plaines inondables contrôlent les inondations dans les zones côtières et les bassins fluviaux. ▪ Les prairies humides stockent l'eau et la libèrent lentement, réduisant ainsi la vitesse et le volume du ruissellement après de fortes pluies ou la fonte des neiges au printemps.
Terres arides	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La végétation naturelle composée d'arbres, d'herbes et d'arbustes conserve le sol, retient l'humidité et réduit la désertification. ▪ Les brise-vent, les ceintures vertes et autres types de clôtures vivantes constituent des barrières contre l'érosion/tempêtes de sable.
Côtier (mangroves, récifs coralliens)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les écosystèmes côtiers protègent contre les ouragans, les ondes de tempête, les inondations et autres risques côtiers.

11 



MODULE 10

01

INSTRUMENTS POLITIQUES DANS LE
CONTEXTE DE PROMOTION DE CDV

02

SUPPORT D'INITIATIVES POLITIQUES



12 

CONSÉQUENCES POUR LA MISE A NIVEAU DE LA CDV

Le développement des CdV dépend de l'environnement d'affaires et des conditions cadre sous sectorielles :

- ➔ *Besoins d'une politique active de développement économique qui intègre les différents champs (commerce, administration publique, environnement & utilisation des ressources, gestion foncière, planification régionale, standards de qualité)*
- ➔ *Besoin de réagir à des changements globaux des marchés et améliorer les conditions de l'offre.*

VERS LE CHANGEMENT : QUELQUES PRINCIPES

Principes

- Etablir le lien entre les besoins de mise à niveau/amélioration de CdV et les conditions du cadre macro-économique et de l'environnement d'affaires
- Impliquer des parties intéressées du secteur privé et former des alliances
- Opérer le changement en focalisant sur des sujets précis demandés
- Commencer avec les projets politiques à horizon court terme (durée et impact !)
- Permettre l'émergence de la réforme de politique à partir d'un processus transparent
- Sensibiliser le gouvernement de ne pas intervenir directement dans les affaires commerciales

ACTIONS DE SUPPORT

Dialogue public-privé

- Rencontres de leaders du secteur privé avec le Ministre / le Gouvernement
- Rencontres et conférences sur la CdV
- Plate-forme permanente / institutionnalisé de dialogue public-privé

Lobbying du secteur privé pour

- Améliorer le cadre légal (protection de propriété, régulation de travail et de marchés financiers, régulation de standards, simplification de système de taxation ...)
- Réduire des obstacles bureaucratiques aux affaires
- Investissements en infrastructure
- Améliorer les condition pour des investisseurs étrangers

Développement des politiques sectorielles cohérentes

- Plans nationaux d'investissement dans le secteur agricole
- Politiques spécifiques pour certaines CdV

